



Caisse d'Allocations Familiales
des Pyrénées-Orientales
112, rue Docteur Henri Ey
66019 PERPIGNAN CEDEX

**MARCHE DE SERVICES
DE LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DES PYRENEES-
ORIENTALES**

MAPA n°2025-01

**Mission de Maîtrise d'œuvre pour une
installation de production photovoltaïque et
bornes de recharge électrique
CAF DES PYRENEES-ORIENTALES**

MAITRE DE L'OUVRAGE : Caisse d'Allocations Familiales des Pyrénées-Orientales
112 Rue du Docteur Henri Ey
66 019 PERPIGNAN CEDEX 9

Cahier des Clauses Particulières

Famille : 85.20
Code CPV : 71314300-5
71315210-4

Etabli en application de l'Arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale, de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique et du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Article Préliminaire

Les candidats sont invités à lire attentivement chaque article du présent document, afin de prendre la mesure exacte des prestations à réaliser. Le fait de formuler une offre implique l'acceptation sans réserve, des conditions d'exécution du marché.

Contractants :

Le présent marché est conclu entre :

1. La Caisse d'Allocations Familiales des PO

112 rue Henri Ey
66000 PERPIGNAN CEDEX 9

Représentée par **Monsieur Pierre-Marc BOISTARD Directeur**, représentant le pouvoir adjudicateur.

Le comptable assignataire des paiements est le Directeur Comptable et Financier de la Caisse d'Allocations Familiales des PO.

2. La Société désignée dans le présent CCP par l'expression « titulaire ».

Article 1 – Objet, lieu d'exécution, montant et mode de passation du marché

1.1 Objet et lieux d'exécution du marché

Le présent marché a pour objet la désignation d'un bureau de Maîtrise d'Œuvre afin de réaliser des études techniques, de faisabilité, et de mener à bien un projet d'installation d'une centrale solaire photovoltaïque en autoconsommation par ombrières sur les parkings du site de la Caisse d'Allocations Familiales des Pyrénées-Orientales ainsi que la mise en place de bornes de recharges électriques pour véhicules et vélos et la réalisation de sols perméables conformément à la loi résilience du 1^{er} juillet 2023.

Le lieu d'exécution de ces travaux est :

Caisse d'Allocations Familiales des Pyrénées-Orientales
112 rue du Docteur Henri Ey
66 019 PERPIGNAN

Le site est un établissement recevant du public (ERP) de 5^{ème} catégorie et comporte 3 bâtiments, dont 2 administratifs.

Il est précisé que les études et les travaux seront réalisés en milieu occupés et que l'exploitation du site à lieu du lundi au vendredi de 7H30 à 18H00.

1.2 Montant des travaux

L'enveloppe prévisionnelle affectée à cette opération (Présente mission + totalité des travaux + raccordements – mission CT et SPS – Diagnostic amiante et tout autre mission nécessaire à la bonne réalisation de l'opération) sous réserve de validation de l'autorité de tutelle CNAF, est de 685 000 € TTC soit 570 833 € H.T décomposé comme suit : 450 000 € TTC pour l'installation photovoltaïque et 185 000 € TTC pour l'installation de bornes de recharge et abri vélo.

1.3 Mode de Passation

Le marché est passé conformément à l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale et aux dispositions du code de la commande publique des procédures adaptées, articles L 2123-1, R 2123-1, R 2123 – 4 à 5, R 2131-12 et 13, R 2131-18.

Article 2 – Pièces constitutives du marché

Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) a pour objet de compléter l'acte d'engagement et de définir les obligations juridiques, administratives et financières des parties qui les ont acceptées pour l'exécution du présent marché.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Programme Technique et Fonctionnel (PTF 2025-01) mentionné à l'article 2 du présent CCP.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-MOE approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

2.1 Pièces Particulières

- L'acte d'engagement (AE 2025-01) et son annexe financière (CDPGF 2025-01) ;
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP 2025-01) ;
- Le programme technique et fonctionnel (PTF 2025-01)
- Le mémoire du candidat dans ses dispositions relatives aux procédés utilisés et l'organisation mise en place (voir document : aide à la rédaction du mémoire technique).

2.2 Pièces Générales

- Le CCAG Prestations Intellectuelles (CCAG PI) – 2021 Cahier des clauses administratives générales approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) depuis septembre 2021.
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.) applicable aux marchés publics de travaux ;
- L'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique,
- Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique,
- Arrêté du 19 juillet 2018, portant réglementation sur les marchés passés par les Organismes de Sécurité Sociale

Article 3 – Intervenants à l'acte de construire

Les intervenants à l'acte de construire sont :

- L'acheteur au sens de l'article L2113-6 du code de la commande publique, agissant en qualité de Maître de l'Ouvrage ou son mandataire au sens de l'article L2422-6 du même code dont les coordonnées suivent :

**Caisse d'Allocations Familiales des Pyrénées Orientales,
112 rue du Docteur Henri EY,
66019 PERPIGNAN**

Représentée par Monsieur Pierre-Marc BOISTARD, en qualité de Directeur

- Contrôle technique (CT/BC)

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont soumis au contrôle technique dans les conditions définies dans la norme NF P03-100 critères généraux pour la contribution du contrôle technique à la prévention des aléas techniques dans le domaine de la construction.

Pour l'exécution du présent marché, le maître d'ouvrage sera assisté d'un contrôleur technique agréé assurant la mission suivante : mission de base L+S.

Le contrôleur technique sera désigné ultérieurement.

-Coordination santé, protection et sécurité (CSPS)

L'ensemble des travaux concernés par la présente opération est soumis aux dispositions de la loi n°93.1418 du 31 décembre 1993 modifiant les dispositions du Code du Travail applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs et aux décrets d'application du 26 décembre 1994 et du 4 mai 1995.

Le coordonnateur SPS sera désigné ultérieurement.

La mission d'ordonnancement, Pilotage et Coordination (OPC) sera menée par le titulaire du présent marché.

Pour information, une Dommage Ouvrage et une assurance Tous Risques Chantier (TRC) seront spécifiquement souscrites par la Caisse d'Allocations Familiales des PO pour ce projet.

Article 4 – Durée du marché

➤ Durée d'exécution du marché

La mission du maître d'œuvre commence à compter de la notification du présent marché.

Le déroulement de la mission du maître d'œuvre étant lié à celui de la réalisation des études de conception et de l'exécution des travaux confiés aux entreprises, il est fixé un délai global d'exécution de 24 mois.

La mission du maître d'œuvre s'achève à la fin du délai de « Garantie de parfait achèvement (prévue à l'article 44.1, du CCAG applicable aux marchés de travaux) ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période.

Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la dernière réserve. L'achèvement de la mission fera l'objet d'une décision de réception établie sur demande du maître d'œuvre par le maître d'ouvrage, dans les conditions de l'article 20 du CCAG-MOE et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

➤ **Délais d'exécution du marché**

Les délais de réalisation des documents d'études et du dossier des ouvrages exécutés sont les suivants :

- DIA/AVP : 5 semaines à compter de la date de notification du marché.
- PRO/DCE : 3 semaines à compter de la validation de l'avant-projet détaillé par le maître d'ouvrage
- ACT : 1 semaine à compter de l'envoi des offres des entreprises par le maître d'ouvrage
- AOR : 3 semaines à compter de la notification de réception des travaux par le maître d'ouvrage

➤ **Délai d'acceptation du maître d'ouvrage**

Le délai maximal d'acceptation prévisionnel dans lequel le maître d'ouvrage ou son représentant procédera à l'acceptation des documents d'études est fixé à :

- 6 semaines pour les études APS (comprend avis du CDR Immobilier + validation CNAF)
- 6 semaines pour les études APD (comprend avis du CDR Immobilier + validation CNAF)
- 6 semaines pour les études de projet/DCE (comprend avis du CDR Immobilier + validation CNAF)
- 6 semaines pour le rapport d'analyse des offres (comprend avis du CDR Immobilier + validation CNAF). Ce délai peut être prolongé dans le cas où il y aurait un dépassement entre le montant estimé du chantier et les propositions des entreprises dans le cadre des travaux
- 3 semaines calendaires pour la mise au point des marchés de travaux

L'absence de réponse du maître d'ouvrage ou de son représentant dans les délais ci-dessus vaut refus d'acceptation du document d'études.

L'approbation par ordres de service des phases AVP et PRO/DCE devra faire l'objet d'une acceptation par le maître de l'ouvrage sous la forme d'un ordre de service.

Le planning prévisionnel prévoit :

- Notification de la mission de MOE : 1ère quinzaine d'Avril 2025
- Réunion de lancement de la mission de MOE : 2^{ème} quinzaine d'avril 2025

- Lancement travaux : décembre 2025

Article 5 – Règlementation et modalités d'exécution du projet

Article 5.1 : Normes, réglementations et habilitations liées au projet

5.1.1. Normes et Réglementations Techniques

L'installation doit être conforme à plusieurs normes, en fonction de la conception, de la mise en œuvre et de la connexion au réseau électrique.

5.1.1.1 Normes Électriques

- **NF C 15-100** : Règles générales des installations électriques en basse tension (≤ 1000 V).
- **NF EN 61727** : Exigences pour les systèmes photovoltaïques connectés au réseau.
- **NF EN 62109-1 et 62109-2** : Sécurité des onduleurs photovoltaïques.
- **NF EN 62446** : Exigences de test, documentation et maintenance des installations solaires.

5.1.1.2 Normes de Construction et Sécurité

- **Eurocodes (EN 199x)** : Normes de conception des structures métalliques et béton.
- **NF EN 1090** : Exigences pour les structures en acier et en aluminium.
- **NF P 06-001** : Protection contre la corrosion des structures métalliques.
- **NF C 14-100** : Règlementation pour le raccordement au réseau ENEDIS.

5.1.1.3 Protection contre les Incendies et la Foudre

- **NF EN 62305** : Protection contre la foudre.
- **IT 246 (Règlement ERP)** : Exigences pour la sécurité incendie en présence de panneaux photovoltaïques.
- **NF C 15-712-1** : Exigences spécifiques pour les installations photovoltaïques.

5.1.2. Habilitations et Qualifications des Entreprises

L'entreprise réalisant l'installation doit être qualifiée pour garantir la conformité et la sécurité des travaux.

5.1.2.1 Qualifications des Entreprises

- **QualiPV Bât** : Qualification pour les entreprises réalisant l'intégration des panneaux sur bâtiments.
- **QualiPV Elec** : Qualification pour les entreprises effectuant le raccordement électrique.
- **RGE (Reconnu Garant de l'Environnement)** : Obligatoire pour bénéficier de certaines aides.

5.1.2.2 Habilitations des Électriciens et Installateurs

- **Habilitation électrique (NF C 18-510)** :
- **B1V / B2V** : Pour les travaux en basse tension.
- **H1V / H2V** : Pour les travaux en haute tension.
- **BR** : Chargé d'intervention et de maintenance.
- **BC** : Contrôle d'absence de tension.
- **Habilitation Travail en Hauteur** :
- **CACES nacelle (R486)** pour l'accès aux structures élevées.
- **Port des équipements de protection individuelle (EPI).**
- **Formation Sécurité et Incendie** :

- Formation sur les risques liés aux panneaux solaires (déconnexion, incendie, etc.).
- Formation AIPR (Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux) en cas de travaux à proximité d'un réseau enterré.

5.1.3. Réglementation Urbanistique et Environnementale

5.1.3.1 Autorisations Administratives

- **Permis de construire** obligatoire si :
 - Les ombrières dépassent **20 m²**.
 - L'installation est située en zone protégée.
 - Un changement d'usage du terrain est nécessaire.

5.1.3.2 Règles d'Urbanisme

- Respect des **règles locales du Plan Local d'Urbanisme (PLU)**.
- Conformité avec les servitudes d'urbanisme (alignement, zone de protection).
- Respect des distances minimales avec les infrastructures environnantes.

5.1.3.3 Études Techniques Obligatoires

- **Étude d'impact environnemental** : Obligatoire pour les grands projets.
- **Étude de sol** : Vérification de la portance du sol pour l'installation.
- **Étude de faisabilité et d'ensoleillement** : Orientation et inclinaison optimales.

5.1.4. Raccordement au Réseau et Obligations Énergétiques

- **Contrat de raccordement avec ENEDIS** si injection d'électricité sur le réseau.
- Respect du **Code de l'énergie** et des obligations liées à l'autoconsommation ou à la revente.
- Dispositif anti-îlotage (Norme EN 50438) pour sécuriser la connexion au réseau.

5.1.5. Obligations d'Entretien et de Maintenance

- Maintenance régulière selon la **NF EN 62446**.
- Vérification des connexions électriques et des fixations.
- Nettoyage des panneaux et suivi des performances via un monitoring.

La ou les entreprise(s) qui réaliseront les travaux devront être impérativement qualifiées RGE et QualiPV.

5.2 Modalités d'exécutions

L'opération comprenant la réalisation des études et l'exécution des travaux pour la réalisation d'une installation photovoltaïque en ombrières, la mise en place de bornes de rechargement pour véhicule et vélo avec abri, fait l'objet d'un financement par fonds nationaux.

De ce fait, l'obtention des budgets et déblocage des fonds se feront au fur et à mesure de l'avancement de l'opération. Les études (APS, APD, ...) doivent être présentées à la Caisse Nationale d'Allocations Familiales (Cnaf) pour avis avant de poursuivre à la phase suivante.

Le Maître d'œuvre devra donc accompagner la Maîtrise d'Ouvrage et fournir en plus des éléments listés aux éléments de missions (dispositions de l'article R2431-1), des éléments complémentaires repris ci-après pour chacune des phases. Cette liste n'étant pas exhaustive.

Lors de la phase 1 : DIAG/APS

- Une note financière concernant les économies de fonctionnement attendues, les prévisions de réduction des consommations énergétiques, les caractéristiques du site et des futures installations (surfaces d'occupation du projet sur surface allouée, coût du projet, retour sur investissement, etc...)

La validation des éléments par la caisse nationale pour cette phase est estimée à 21 jours calendaires.

Lors de la phase 2 : APD

- Estimation des coûts de travaux par rapport au projet validé avec retour sur investissement
- Une note financière revue selon le retour de la CNAF concernant les économies de fonctionnement attendues, les prévisions de réduction des consommations énergétiques, les caractéristiques du site et des futures installations (surfaces d'occupation du projet sur surface allouées, etc...)

La validation des éléments par la caisse nationale pour cette phase est estimée à 21 jours calendaires.

A l'issue de cette phase, une autorisation de programme de la Cnaf sera délivrée à la Caf des PO permettant la poursuite du projet.

Lors de la phase 3 : PRO (cf. mission de la maîtrise d'œuvre)

Lors de la phase 4 : DCE

- Estimation des coûts de travaux par rapport à la validation de l'APD voire requalification du périmètre du Projet si dépassement
- Une note financière revue selon le retour de la CNAF concernant les économies de fonctionnement attendues, les prévisions de réduction des consommations énergétiques, les caractéristiques du site et des futures installations (surfaces d'occupation du projet sur surface allouées, coût du projet, retour sur investissement, etc...).

La **mission de la maîtrise d'œuvre**, conformément aux dispositions de l'article R2431-1 comprendra de plus, les éléments de mission suivants :

Etude de Diagnostic (DIA)

- Etablissement d'un état des lieux,
- Fourniture d'une analyse fonctionnelle, urbanistique, architecturale et technique du bâti existant,
- Présentation des diverses possibilités offertes par le site, permettant à la CAF des PO de prendre une décision éclairée quant au positionnement des panneaux (ombrières)
- Etablissement d'un programme fonctionnel ainsi que d'une estimation financière et d'un rapport de faisabilité de l'opération.
- Il préconisera éventuellement des études complémentaires d'investigation des existants nécessaire.

Etude d'Avant-Projet (AVP)

Avant-Projet Sommaire (APS)

- Proposition de la solution retenue avec les éléments majeurs du programme fonctionnel et présentation des dispositions générales techniques envisagées, intégrant le cycle de vie des matériels proposés.
- Proposition en plans, coupes et façades des dimensions de l'ouvrage et son aspect,
- Validation des solutions techniques retenues (le titulaire précisera les caractéristiques des générateurs et du matériel à mettre en place),

Avant-Projet Définitif (APD)

- Recherche de subvention (nationales ou européennes dont pourrait bénéficier l'organisme),
- Détermination de l'équilibre du système de production avec la consommation et vérification de l'équilibre économique du projet et son intérêt réel en termes de réalisation de l'opération,
- Estimation définitive du coût prévisionnel des travaux, décomposés en lots séparés,
- Proposition d'un planning de réalisation,
- Etablissement des autorisations administratives nécessaires aux travaux et notamment l'autorisation d'urbanisme pour l'implantation du générateur (déclaration de travaux ou permis de construire),
- L'obtention de la proposition technique et financière du raccordement électrique auprès du Gestionnaire de Réseau de Distribution (GRD), avec système de comptage de la production qui soit télérelevé et en phase avec la facturation ENEDIS.

Etude de projet (PRO)

- Réalisation des pièces graphiques (plan d'implantation des équipements, les tracés des alimentations et évacuations de tous les fluides ou toutes autres pièces demandées par le Maître d'ouvrage),
- Etablissement du coût prévisionnel des travaux de manière détaillée en intégrant notamment :
 - ✓ La proposition technique et financière de demande de raccordement au réseau de distribution
 - ✓ L'ensemble des travaux connexes nécessaires au suivi de la production et l'entretien du site
 - ✓ Le dispositif de suivi des performances pour permettre au maître d'ouvrage de suivre la production et piloter les installations en fonction de la puissance raccordée.
- Planning détaillé de réalisation
- Réunion de présentation et mise au point ou ajustement du dossier.

Mission d'assistance au maître d'ouvrage pour la passation du contrat de travaux (ACT) et dossier de consultation des Entreprises (DCE)

- Réalisation des pièces techniques écrites du dossier de consultation des entreprises

(CCTP, DPGF, critères d'analyse pour le choix des candidats ou toutes autres pièces demandées par le Maître d'ouvrage).

- Intégration dans le marché de travaux de la maintenance des installations pour une durée de 4 ans.
- Réponses aux questions techniques posées par les entreprises,
- Analyse des offres des entreprises et s'il y a lieu, des variantes à ces offres,
- Présentation au maître d'ouvrage de l'analyse technique,
- Négociation éventuelle avec les entreprises
- Réunion de mise au point permettant la conclusion des marchés publics par le maître d'ouvrage

Examen de la conformité au projet des Etudes d'Exécution (VISA)

- Vérifications des études d'exécution et contrôle de la solution technique retenue
- Vérification de la qualité des matériels
- Vérification des calculs
- Contrôle du respect des délais d'exécution

Direction de l'exécution des contrats de travaux et Ordonnancement, pilotage et coordination (DET et OPC)

- Animation des réunions de chantier avec une fréquence conforme à ce qui a été annoncé dans son mémoire technique,
- Réunion de travail avec les entreprises,
- S'assurer que les documents d'exécution ainsi que les ouvrages en cours de réalisation respectent les dispositions des études effectuées,
- S'assurer que les documents qui doivent être produits par l'entrepreneur, en application du contrat de travaux ainsi que l'exécution des travaux sont conformes audit contrat,
- Vérifier les projets de décomptes mensuels ou les demandes d'avances présentés par l'entrepreneur, d'établir les états d'acomptes, de vérifier le projet de décompte final établi par l'entrepreneur, d'établir le décompte général,
- Vérifier le respect des délais d'exécution et établir les ordres de services prescrivant l'arrêt et le redémarrage des travaux
- Vérifier la pertinence d'une prolongation ou d'un arrêt des délais et en informer le maître d'ouvrage par un ordre de service d'arrêt
- Assister le maître de l'ouvrage en cas de différend sur le règlement ou l'exécution des travaux.

Assistance aux opérations de réception des travaux (AOR)

L'assistance apportée au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement a pour objet :

- D'organiser les opérations préalables à la réception des travaux,
- Être présent lors des essais sur site,
- Assurer le suivi des réserves formulées lors de la réception des travaux jusqu'à leur levée,
- De procéder à l'examen des désordres signalés par le maître de l'ouvrage,
- De constituer le dossier des ouvrages exécutés nécessaires à leur exploitation,

- Transmettre les DGD
- Assistance à l'élaboration dossiers de subvention
- Fourniture des données nécessaires aux versements des subventions
- Vérification du taux de production / autoconsommation - réel / estimé

Article 6 – La Maîtrise d’Œuvre

Dès la notification du marché, le maître d’œuvre désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du pouvoir adjudicateur, pour les besoins de l’exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au pouvoir adjudicateur dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le maître d’œuvre.

Pour les besoins architecturaux et administratifs du projet, l’équipe de Maîtrise d’œuvre devra être accompagnée ou devra intégrer un architecte.

6.1 – Organisation des équipes et collaborateurs du maitre d’œuvre

La collaboration de spécialistes peut être requise par le maitre d’ouvrage dans le cadre des obligations définies par le présent marché. Ces spécialistes payés par le maitre d’œuvre interviennent en qualité de consultants.

Le maitre d’œuvre désignera ses collaborateurs concourant aux études en présentant leurs curriculums dans le mémoire justificatif. Si en cours de marché, le maitre d’œuvre décide de remplacer ses collaborateurs, il soumet à l’acceptation du maitre d’ouvrage les nouveaux collaborateurs en lui précisant leurs références.

Le maitre d’ouvrage peut également récuser directement certains collaborateurs ; dans ce cas, le maitre d’œuvre s’engage à remplacer les collaborateurs recusés.

6.2- Obligation de la maîtrise d’œuvre

Le maître d’œuvre est soumis à une obligation de résultat qui porte à la fois sur :

- La conception et le contrôle de la réalisation d’ouvrage conformes à la réglementation en vigueur aux règles de l’art et aux droits des tiers, répondant aux objectifs donnés et aux contraintes du programme de l’opération,
- Le respect du calendrier des études et travaux défini par le contrat,
- La maîtrise des coûts de réalisation en vue du respect en fin d’opération de l’enveloppe financière prévisionnelle arrêtée contractuellement.

6.3 – Remise de documents

A chaque étape du projet, les dossiers et différents documents seront remis au maître d’ouvrage au nombre de :

- Deux exemplaires papier complets (documents format A4 ou A3) pour tous les documents habituels de correspondance entre MOA et MOE.
- Un dossier complet format informatique à chaque étape du projet (AVP, PRO/DCE, VISA, DOE, DGD).

- Le maître d'œuvre procèdera à la rédaction des comptes rendus de suivi de chantier, à ce titre, un exemplaire par mail sera à transmettre à la MOA.

6.4 – Sous-traitance

Le Maître d'œuvre peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation, du ou des sous-traitants, par le Maître de l'Ouvrage et de l'agrément par lui, des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du C.C.A.G. - MOE

Article 7 – Forme du prix et conditions de variation

7.1 Forme du Prix

Conformément à l'article 4.2 de l'acte d'engagement, le présent marché est conclu à prix forfaitaire et révisable.

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au moment de la signature du marché ; toutefois, tout changement dans le taux de TVA qui affecterait le présent marché fera l'objet d'un avenant actant des conditions d'application du nouveau taux en conformité avec les textes légaux.

Il en est ainsi tant pour le prix en solution de base, que pour les prix des prestations supplémentaires éventuelles.

7.2 Contenu du Prix

Le contenu des prix répond aux spécifications de l'article 10.1.3 du CCAG MOE.

Les prix sont réputés comprendre aussi toutes les dépenses, travaux, services et fournitures accessoires, résultant de l'exécution des travaux nécessaires à la réalisation parfaite du ou des ouvrages, y incluant notamment frais généraux, impôts et taxes, les sujétions d'exécution normalement prévisibles dans les conditions de lieu et de temps où s'exécutent les travaux considérés.

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le maître d'ouvrage.

En cas de modification imprévisible de la législation ou réglementation applicables en cours d'exécution du marché ayant un impact sur les coûts, les parties conviennent de se rencontrer pour évaluer l'impact financier de cette modification et le cas échéant formaliser par voie d'avenant la modification rendue nécessaire.

7.3 Variation des Prix

Les prix initiaux sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois Mo, Mo étant le mois de la date de remise des offres.

Les prix de règlement découlent des prix initiaux auxquels s'applique la règle suivante : Prix forfaitaire révisable.

Les prestations pourront faire l'objet d'une révision de prix au bout de 12 mois d'exécution conformément aux articles 10.1.1 et 10.2.2 du CCAG-MOE.

La formule de révision étant :

$$C = 0,15 + 0,85 I_m/I_o$$

Dans laquelle I_o et I_m sont les valeurs prises par l'index ING diffusé par l'INSEE respectivement au mois m_0 et au mois m au cours duquel l'acompte ou l'élément de mission doit être remis conformément aux échéances prévues par le marché.

La date d'établissement du prix initial correspond à la date de remise de l'offre par le maître d'œuvre. Lorsque la procédure de passation a donné lieu à une négociation ou un dialogue compétitif, la date à prendre en compte est la date de remise de l'offre finale par le maître d'œuvre.

Les coefficients de révision sont arrondis au millième supérieur.

7.4 TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

Article 8 – Offre du candidat

8.1 – Conditions générales de l'offre de prix

L'offre de prix :

- est réputée établie sur la base des conditions économiques du mois fixé par la date de remise des prix soit Mars 2025 (mois zéro) ;
- comprend les missions de maîtrise d'œuvre définies à l'article 5 du CCP.

8.2 – Calcul de la rémunération

La rémunération du marché est forfaitaire pour l'exécution des prestations décrites par le présent marché.

Le montant du marché, fixé dans l'acte d'engagement, est provisoire conformément aux articles R2112-15 à R2112-18 du Code de la commande publique.

Le montant du forfait provisoire de rémunération est établi en prenant compte des éléments portés à la connaissance du maître d'œuvre lors de l'attribution du marché.

Le forfait définitif de rémunération de la mission de maîtrise d'œuvre est fixé parallèlement à la fixation du coût prévisionnel des travaux et prestations concernées, lors de l'acceptation de l'AVP par le maître d'ouvrage.

Ainsi, pour passer de la rémunération provisoire à la rémunération définitive, le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage conviennent de négocier un avenant. Cet avenant prendra également en compte l'engagement du maître d'œuvre sur l'estimation prévisionnel définitive des travaux.

Si au cours du marché le maître d'ouvrage décide des modifications de programme conduisant à des modifications dans la consistance du projet, leur incidence sur l'estimation des travaux doit être chiffrée et un nouveau forfait de rémunération est alors fixé par avenant.

Le seuil de tolérance est égal à 4%.

Le respect de cet engagement est contrôlé à l'issue de la consultation initiale des entreprises de travaux sur la base du montant des offres remises par les entreprises et retenues par le maître d'ouvrage.

Pour permettre la comparaison entre le coût prévisionnel des travaux et le coût résultant de la Consultation des entreprises, les montants des marchés de travaux seront ramenés à la date du mois M0 du contrat de maîtrise d'œuvre par utilisation des index BT01. Ce coefficient de réajustement sera arrondi au millième supérieur.

Article 9 – Modalités de règlement

9.1 – Avance forfaitaire

Sauf refus express du titulaire dans l'acte d'engagement, la Caf accordera une avance au titulaire dans les conditions des articles R.2191-3 et suivants du décret du 3 décembre 2018.

9.2 – Acomptes et soldes

La rémunération des prestations fera l'objet d'un prix forfaitaire décomposé par phase, suivant l'état annexé au cahier des clauses particulières.

Les fractions de rémunérations dues à la présentation des demandes d'acomptes résulteront de la lecture de l'annexe au cahier des clauses particulières qui fixe les différents montants correspondants à chaque élément constitutif de la mission.

Après la réalisation de chaque mission, et validation de l'organisme de tutelle des travaux réalisés à l'avancement de chaque mission, le bureau d'étude fera parvenir la facture correspondante, en fonction du pourcentage prévu dans son CDPGF et validé par la Maîtrise d'Ouvrage.

Pour rappel, une mission est dite terminée, après validation par l'organisme de tutelle de tous les documents demandés pour cette mission y compris tout complément qui devra être apporté au retour de celui-ci.

Les projets de décomptes devront être établis conformément selon les modalités fixées à l'Article 11 du C.C.A.G.MOE.

Les factures afférentes au présent marché seront établies en un original et un duplicata portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- La désignation de l'organisme contractant,
- Les nom et adresse du titulaire,
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé dans l'acte d'engagement,
- La référence du marché,
- Les références du service concerné par la facture,
- La période concernée,
- Les quantités,
- Le prix forfaitaire HT (cf – acte d'engagement),
- Le montant HT,
- Le taux et le montant de la TVA,
- Le montant total TTC,
- La date de la facture.

Les factures seront à adresser à :

Caisse d'Allocations Familiales des PO
Service Gestion des Moyens
112 rue Henri Ey
66019 PERPIGNAN CEDEX 9

Il est bien spécifié que la facture ne devra pas porter sur d'autres prestations que celles visées à l'acte d'engagement.

Ou par voie dématérialisée sur <https://chorus-pro.gouv.fr>

Pour tout renseignement, le Titulaire peut s'adresser à : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e3s1> /rubrique « nous contacter »

Une assistance téléphonique est disponible au numéro suivant : 04.77.78.39.57 (du lundi au vendredi de 9h00 à 19h00).

9.3 – Délais de paiement

Le paiement des acomptes mensuels interviendra dans un délai de **30 jours** à compter de la date de réception par le Maître d'ouvrage du décompte établi à condition que ce décompte ne soit pas contesté par le Maître d'Ouvrage.

En application du décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, **le paiement du solde interviendra dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception du décompte général par le maître d'ouvrage.**

Conformément aux obligations réglementaires et afin de garantir la bonne réception des factures et un paiement de ses fournisseurs plus rapide, la Caf des PO adhère au portail de facturation « **CHORUS PRO** ». Le titulaire du présent marché dépose et transmet les factures électroniques via ce portail.

CHORUS PRO est accessible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>. Le numéro Siret pour identifier la CAF des Pyrénées-Orientales est le suivant : **775 640 238 001 08**

En cas de difficultés d'accès à ce portail, vous trouverez un tutoriel sur le site : Fiches pratiques – Communauté Chorus Pro (chorus-pro.gouv.fr). Les demandes de paiement envoyées par courrier ou par mail ne sont plus acceptées.

A l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et à l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi 2013-100 du 28/01/2013.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires qui pourront être dus seront calculés sur la base du taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au 1er jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir majorés de huit points de pourcentage.

Lorsque la date de réception de la demande de paiement est incertaine ou antérieure à la date d'exécution des prestations, le délai de paiement court à compter de la date d'exécution des prestations conformément à l'article R.2192-13 du code de la commande publique.

Conformément à l'article R.2192-27 du code de la commande publique, lorsque la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et mentions prévues par la loi ou par le marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes, le délai de paiement peut être interrompu une seule fois par le pouvoir adjudicateur.

Ce délai sera interrompu en cas de contestation de facture de la part de la Caisse d'Allocations Familiales des Pyrénées Orientales, signifié par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception conformément à l'article R.2192-28 du code de la commande publique.

Article 10 – Pénalités

Par dérogation aux articles 14.1.2 et 14.1.3 les pénalités applicables ne seront pas plafonnées.

10.1-Pénalités en cas de retard dans la présentation des documents

En cas de retard du maître d'œuvre dans la présentation des documents, dont les délais auront été proposés par le candidat, le maître d'œuvre encourt des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est de :

- 3/1000^{ème} de l'élément de mission APS - APD
- 3/1000^{ème} de l'élément de mission PRO
- 3/1000^{ème} de la partie de l'élément de mission ACT correspondant au DCE
- 3/1000^{ème} de l'élément de mission AOR correspondant au DOE déduction faite des jours de retard imputables aux entreprises

10.2-Pénalités en cas de retard dans la vérification des projets de décomptes et du décompte final

En cas de retard dans la vérification de ce décompte, le maître d'œuvre encourt, sur ses créances, des pénalités dont le montant par jour de retard, y compris les dimanches et jours fériés, est fixé à 5 ‰ du montant du décompte général.

Si le maître d'œuvre n'a pas transmis au maître de l'ouvrage les projets de décompte mentionnés ci-dessus dans les délais prescrits, le maître de l'ouvrage le met en demeure de le faire dans un délai qu'il fixe.

À l'expiration de ce délai, le maître de l'ouvrage peut faire vérifier les projets de décompte aux frais du maître d'œuvre défaillant.

Cependant, si le retard du maître d'œuvre entraîne le versement d'intérêts moratoires aux entreprises, le montant des pénalités qu'il encourt est égal au montant des intérêts moratoires qui lui sont imputables, dans la limite du taux légal majoré de 2 points.

10.3-Pénalités en cas de retard dans la délivrance d'un ordre de service

Les ordres de service dont l'émission est subordonnée à une décision préalable du maître d'ouvrage devront être notifiés à l'entrepreneur dans un délai de 15 jours calendaires compté à partir de la date de réception par le maître d'œuvre de la décision du maître d'ouvrage.

Si ce délai n'est pas respecté, le maître d'œuvre encourt sur ses créances des pénalités, dont le montant par jour de retard dimanche et jours fériés compris est égal à 50 euros HT.

10.4-Pénalités en cas de retard dans l'instruction des mémoires en réclamation

Le délai d'instruction des mémoires en réclamation présentés au plus tard lors de la présentation du projet de décompte final, est de 1 mois calendaire à compter de la réception par le maître d'œuvre du mémoire en réclamation de l'entreprise.

Passé ce délai, le maître d'œuvre encourt des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est de 50 euros HT.

10.5-Pénalité en cas de retard dans la communication aux entreprises des PV des opérations préalables à la réception

Le maître d'œuvre disposera d'un délai de cinq jours calendaires à compter de la date du procès-verbal des opérations préalables à la réception pour faire connaître aux entrepreneurs s'il a ou non proposé au pouvoir adjudicateur la réception.

Si ce délai n'est pas respecté, le maître d'œuvre encourt sur ses créances des pénalités dont le montant par jour de retard (dimanche et jour férié compris) est égal à 50 euros HT.

10.6-Période de garantie de parfait achèvement

Pendant la période de garantie de parfait achèvement, pour l'examen des désordres signalés par le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre disposera d'un délai qui lui sera notifié par ordre de service accepté sans réserve.

Une pénalité de 50 euros HT par jour (dimanches et jours fériés) est applicable en cas de retard dans la remise du rapport d'examen de ces désordres.

10.7-Pénalité en cas d'absence non justifiée à une réunion de chantier

En cas d'absence non justifiée du maître d'œuvre ou d'autre participant requis par le maître d'ouvrage, il sera fait application d'une pénalité de 50 euros HT par réunion non animée.

10.8-Pénalité en cas d'absence non justifiée à une visite de site

En cas d'absence non justifiée du maître d'œuvre ou d'autre participant requis par le maître d'ouvrage, il sera fait application d'une pénalité de 250 euros HT par visite non effectuée.

Article 11 – Clauses diverses, nantissement, cautionnement

11.1 – Nantissement, cession de créance, pièces à délivrer au titulaire

Il sera fait application de l'Article 4.2 du C.C.A.G. - MOE.

11.2 – Cautionnement

Le Maître d'œuvre est dispensé du cautionnement ; le recouvrement des sommes dont il serait débiteur au titre du marché sera effectué selon la procédure de l'ordre de versement.

11.3 – Taxe sur la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent C.C.P. sont exprimés hors T.V.A.

Article 12 – Résiliation, interruption

12.1 – Conditions de résiliation

Le présent marché pourra être résilié selon les dispositions décrites aux articles 27 à 34 du CCAG-MOE ou selon les cas suivants :

- a) Dans le cas où, pour des raisons techniques financières ou autres, le Maître d'Ouvrage serait contraint de renoncer à la réalisation de l'opération visée à l'article 1er ;
- b) Dans le cas où, le présent marché étant conclu avec une personne morale seule, celle-ci viendrait à faire l'objet d'une dissolution ou d'une fusion ou encore d'un redressement judiciaire ou d'une liquidation judiciaire ;
- c) Dans le cas où le présent marché étant conclu avec une personne physique seule, et en cas de décès ou d'incapacité ;
- d) Dans le cas où le marché étant conclu avec un groupe de personnes physiques ou morales, il y aurait défaillance d'une ou de plusieurs personnes physiques ou morales quelles qu'en soient la raison et que les co-traitants s'avèreraient incapables d'exécuter le marché dans des conditions satisfaisantes ;
- e) Dans le cas où le titulaire du marché s'avèrerait incapable de concevoir un projet répondant aux exigences réglementaires minimales ;
- f) Dans le cas où le titulaire du marché confierait à des sous-traitants non expressément agréés par le Maître d'Ouvrage, l'exécution de prestations qui lui incombent ;

g) Si l'une des parties refuse d'exécuter les obligations auxquelles elle a souscrit sans être en mesure de justifier ce refus par des motifs valables.

Dans les cas visés au 12.1 d, e, f, g, la résiliation ne pourra être prononcée qu'après mise en demeure adressée à la partie défaillante d'avoir à exécuter les obligations découlant du marché.

Cette mise en demeure devra fixer un délai, qui, sauf justification, ne sera pas inférieur à trois semaines.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R2143- 3 à R2143-2143-16 du Code de la Commande Publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

12.2 – En cas de résiliation

Pour quelque cause que ce soit, le règlement des prestations déjà exécutées, se fera en appliquant l'ensemble des clauses du marché, notamment celles relatives au calcul de la rémunération du Maître d'œuvre.

Dans le cas d'une résiliation du fait du Maître de l'Ouvrage qui n'est pas motivé par un manquement du Maître d'œuvre, l'indemnisation prévue à l'article 31 du C.C.A.G. - MOE, est fixée à 5 % du montant hors T.V.A. non révisé de la partie résiliée du marché.

12.3 – Interruption des prestations

Si le Maître de l'Ouvrage doit interrompre les prestations du Maître d'œuvre et que cette interruption excède trois mois, il sera établi à la reprise des études, un avenant au présent marché fixant l'indemnisation du Maître d'œuvre par les frais d'immobilisation qu'il aura subis.

En application de l'article 20 du C.C.A.G.-MOE, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du marché, à l'issue de chaque phase d'intervention du Maître d'œuvre définie à l'article 5 du présent C.C.P.

Article 13 – Assurance

En application des dispositions de l'article 9 du CCAG- MOE, le titulaire, le mandataire ainsi que les cotraitants et sous-traitants doivent justifier qu'ils ont contracté une assurance au titre de la Responsabilité Civile Professionnelle garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations ainsi qu'une assurance responsabilité décennale, dans un délai de quinze jours, à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution.

Conformément à ce même article 9 du CCAG-MOE, à tout moment de l'exécution du marché, le maître d'œuvre doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du maître d'ouvrage et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Article 14 – Confidentialité

Chaque Partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par l'autre Partie, dans le cadre de l'exécution du présent Contrat.

Les Parties entendent préciser que seront considérées comme confidentielles les données échangées entre les Parties tout au long de l'exécution du Contrat.

Chaque Partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données ou « RGPD ».

Chaque Partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

Chacune des Parties s'engage notamment à :

- prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles,
- ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins du Contrat,
- ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application du Contrat,
- ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet du Contrat,
- ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre Partie,
- ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission,
- ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du Contrat et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.

Chacune des Parties sera déliée de son obligation de confidentialité au cas où :

- la divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du Contrat,
- les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre Partie et sans restriction,
- les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre Partie,

Chacune des Parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent contrat et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de cinq (5) ans à compter de la fin du présent Contrat et pour quelque cause que ce soit.

Article 15 – Dérogations aux documents généraux

Article 2 : Concernant l'article 4.1 du CCAG-MOE sur l'ordre de priorité des pièces

Article 10 : Pénalités

Article 16 – Règlement des litiges

Il est fait application de l'article 35 du CCAG-MOE.

En cas de litige, les parties contractantes peuvent recourir à l'arbitrage tel qu'il est réglé par le livre IV du nouveau code de procédure civile.

Seul le droit français est applicable et les tribunaux français sont seuls compétents.

A défaut de règlement amiable et dans l'hypothèse où l'arbitrage ne pourrait donner lieu à un règlement du litige, ce dernier sera porté devant la juridiction de l'ordre judiciaire dont dépend le siège de l'Organisme :

Greffes du Tribunal de Grande Instance
6 Place ARAGO – 66000 PERPIGNAN
Tél : 04 30 19 61 00